

Le Conseil des Ministres a, en date du 29 juillet 1988, marqué expressément son accord sur ce principe.

Pour être tout à fait clair, il convient d'ajouter qu'il en va de même pour les sommes que des autorités déterminées consacrent au financement de certains avantages de sécurité sociale (au sens large), lorsqu'elles interviennent au titre de « propre assureur » (par exemple, les sommes consacrées aux allocations familiales du personnel des Ministères, etc...).

4. Par la même occasion, il est rappelé que, selon une jurisprudence administrative constante, les montants que les délégués syndicaux (ou leurs ayants-droit) reçoivent de manière régulière dans le cadre de la sécurité sociale au sens large ne sont en aucun cas sujets à répétition (par exemple, les allocations familiales, les indemnités dans le cadre de l'assurance maladie-invalidité, du régime des accidents du travail, etc...).

5. Il va évidemment de soi que tous les montants indûment réclamés aux organisations syndicales doivent être remboursés à ces organisations, pour autant qu'ils se rapportent à la période qui a suivi l'entrée en vigueur de l'article 78 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 (soit le 15 mai 1985).

6. Les présentes directives qui valent pour l'ensemble des services publics qui sont soumis au nouveau statut syndical, institué par la loi du 19 décembre 1974, remplacent toutes les réponses contraires fournies par mes honorables prédécesseurs dans des lettres individuelles, des questions parlementaires ou en toutes autres occasions.

7. En ce qui concerne les services publics nationaux, communautaires et régionaux, je vous saurais gré de bien vouloir communiquer la présente circulaire ainsi que toutes les instructions nécessaires à son exécution, à l'ensemble des administrations, services et organismes sur lesquels vous exercez l'autorité, le contrôle ou la tutelle et auxquels la loi du 19 décembre 1974 a été rendue applicable par l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

En ce qui concerne les services publics provinciaux et locaux, je vous saurais gré, Monsieur le Gouverneur, de reprendre la présente circulaire dans le plus prochain Mémorial administratif.

Le Ministre de la Fonction publique,
R. Langendries.

31 MAI 1989. — Circulaire. — Nouvelle loi communale. — Erratum

Moniteur belge n° 103 du 31 mai 1989.

Page 9650. Point 6, premier alinéa, 2e ligne, texte néerlandais, lire : « maakte het Vlaamse en het Waalse Gewest » au lieu de : « maakt het Vlaamse en het Waalse Gewest ».

De Ministerraad heeft op 29 juli 1988 overigens uitdrukkelijk zijn goedkeuring gehecht aan dit principe.

Voor alle duidelijkheid weze hieraan toegevoegd dat hetzelfde geldt voor de sommen die bepaalde overheden besteden aan de financiering van sommige sociale zekerheidsvoordelen — in brede zin —, wanneer zij zagezegd als « eigen verzekeraar » optreden (bv. de sommen besteed voor de kinderbijslag van het personeel der Ministeries, enz...).

4. Van deze gelegenheid wordt gebruik gemaakt om eraan te herinneren dat volgens een constante administratieve jurisprudentie, in geen enkel geval, de bedragen die de vakbondsafgevaardigden (of hun rechthebbenden) rechtmatig ontvangen in het kader van de sociale zekerheid — in brede zin — voor terugvordering vatbaar zijn (bv. de kinderbijslagen, de vergoedingen in het kader van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, van de arbeidsongeval-lenregeling, enz...).

5. Het spreekt uiteraard vanzelf dat alle ten onrechte van de vakorganisaties terugggevorderde bedragen aan deze organisaties moeten teruggestort worden, voor zover zij betrekking hebben op de periode volgend op de inwerkingtreding van het artikel 78 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 (d.w.z. 15 mei 1985).

6. Onderhavigo richtlijnen die gelden voor alle overheidsdiensten die onderworpen zijn aan het nieuw syndicaal statuut, ingesteld door de wet van 19 december 1974, vervangen alle andersluidende antwoorden door mijn achtbare voorgangers verstrekt op individuele brieven, parlementaire vragen of bij andere gelegenheden.

7. Voor wat de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten betreft, zou ik het op prijs stellen indien U deze omzendbrief, alsmede alle nodige instructies tot uitvoering ervan, wou mededelen aan de besturen, diensten en instellingen waarover U het gezag, de controle of het toezicht uitoefent en waarop de wet van 19 december 1974 toepasselijk werd verklaard door het koninklijk besluit van 28 september 1984.

Voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, gelieve U, Mijnheer de Gouverneur, dit rondschriften op te nemen in het eerstvolgend Bestuursmemoriaal.

De Minister van Openbaar Ambt,
R. Langendries.

31 MEI 1989. — Omzendbrief. — Nieuwe gemeentewet. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 103 van 31 mei 1989.

Bladzijde 9650. Punt 6, eerste lid, 2e regel, lees : « maakte het Vlaamse en het Waalse Gewest » in plaats van : « maakt het Vlaamse en het Waalse Gewest ».

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

4 AOUT 1989. — Instruction réglementaire n° 1, prise en exécution de l'article 179 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage

Le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi,

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment l'article 179,

Prend l'instruction réglementaire suivante :

Section I. — Notions

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente instruction réglementaire, il faut entendre par :

1^o l'arrêté royal : l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

4 AUGUSTUS 1989. — Reglementaire onderrichting nr. 1, genomen in uitvoering van artikel 179 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid

Het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op artikel 179,

Neemt de volgende reglementaire onderrichting :

Afdeling I. — Begrippen

Artikel 1. Voor de toepassing van deze reglementaire onderrichting dient verstaan onder :

1^o koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

2° l'arrêté ministériel : l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage;

3° l'organisme de paiement cédant : l'organisme de paiement que le chômeur souhaite quitter;

4° l'organisme de paiement prenant : l'organisme de paiement qui, à l'avenir, paiera au chômeur les allocations de chômage;

5° le document C8 : le document « déclaration modificative » C8 visé à l'article 94, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté ministériel.

Lorsque le document C8 est utilisé pour demander le transfert d'un organisme de paiement à un autre, il n'est pas considéré comme une déclaration modificative au sens de l'article 94 de l'arrêté ministériel.

Section II. — Conditions

Art. 2. Le chômeur peut changer d'organisme de paiement à la condition qu'il soit, envers l'organisme de paiement cédant, libre de toute dette découlant de l'application des dispositions de la réglementation du chômage, eu égard aux dépenses dont le bureau régional a clôturé la vérification.

Par dérogation à l'alinéa précédant, le transfert du chômeur ayant une dette envers l'organisme de paiement cédant est autorisé si ce dernier :

a) n'a pas, avant la demande de transfert, réclamé au chômeur l'acquiescement de la dette;

b) n'a pas, dans le délai de six mois suivant le mois au cours duquel les paiements ont été définitivement éliminés ou rejetés, sollicité la collaboration de l'Office national de l'Emploi pour recouvrer la somme due.

Section III. — Procédure

Art. 3. Le chômeur doit demander son transfert en souscrivant, auprès de l'organisme de paiement prenant, outre le dossier administratif prévu par l'article 91, 3°, de l'arrêté ministériel, un document C8.

Art. 4. L'organisme de paiement prenant transmet le document C8 au bureau régional :

1° si le transfert est demandé à l'occasion d'une demande d'allocations, dans les délais prévus par l'article 93, §§ 1er et 2, de l'arrêté ministériel, pour l'introduction du dossier administratif;

2° si le transfert est demandé par un chômeur indemnisé, au plus tard le dernier jour du mois précédant celui pour lequel le transfert est demandé;

3° si le transfert est demandé par un chômeur indemnisé qui a accepté un régime de travail à temps partiel pour échapper au chômage et qui perçoit des allocations de chômage pour les heures habituelles d'inactivité conformément à l'article 171octies, § 1er, alinéa 1er, 1°, b, de l'arrêté royal, au plus tard le dernier jour du mois précédant celui pour lequel le transfert est demandé;

4° si le transfert est demandé par un chômeur complet indemnisé dans le cas visé à l'article 91, 4°, de l'arrêté ministériel, endéans les délais prévus par l'article 93, §§ 1 et 2, de l'arrêté ministériel pour l'introduction du dossier administratif.

Art. 5. Dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la réception du document C8 par le bureau régional, celui-ci le transmet à l'organisme de paiement cédant qui indique au verso si, eu égard aux résultats définitifs de la vérification notifiés par le bureau régional, l'intéressé est ou non débiteur envers lui; dans l'affirmative, il indique à quelle date il a, soit réclamé le remboursement de la dette au chômeur, soit sollicité la collaboration de l'Office national de l'Emploi.

Dans un délai de huit jours ouvrables suivant la réception du document C8 par l'organisme de paiement cédant, celui-ci le renvoie, dûment complété, au bureau régional; s'il ne satisfait pas à cette obligation, le transfert est accordé d'office par le bureau régional.

Section IV. — Prise d'effet

Art. 6. Un transfert produit ses effets :

1° au jour mentionné sur la demande d'allocations, lorsque le transfert est demandé à l'occasion d'un premier jour de chômage du mois;

2° le premier jour du mois suivant, lorsque le transfert n'est pas demandé à l'occasion d'un premier jour de chômage du mois ou lorsqu'il est demandé par un chômeur indemnisé visé à l'article 4, 2° et 3°.

2° ministériellement : le ministériellement le 4 juin 1964 inzake werkloosheid;

3° afgevendende uitbetalingsinstelling : de uitbetalingsinstelling die de werkloze wenst te verlaten;

4° opnemende uitbetalingsinstelling : de uitbetalingsinstelling die in de toekomst aan de werkloze de werkloosheidsuitkering en zal betalen;

5° het formulier C8 : het formulier « wijzigingsaangifte » C8 bedoeld in artikel 94, § 1, tweede lid, van het ministerieel besluit.

Wanneer het formulier C8 gebruikt wordt als aanvraag om overgang van de ene uitbetalingsinstelling naar de andere, wordt het niet beschouwd als een wijzigingsaangifte in de zin van artikel 94 van het ministerieel besluit.

Afdeling II. — Voorwaarden

Art. 2. De werkloze kan van uitbetalingsinstelling veranderen op voorwaarde dat hij bij de afgevendende uitbetalingsinstelling geen schuld heeft voortvloeiende uit de toepassing van de bepalingen van de werkloosheidsreglementering, gelet op de uitgaven waarvan het gewestelijk bureau de verificatie heeft afgesloten.

In afwijking van het vorige lid wordt de overgang van de werkloze, die een schuld heeft tegenover de afgevendende uitbetalingsinstelling, toegestaan indien de instelling :

a) vóór de aanvraag tot overgang van de werkloze de betaling van de schuld niet gevorderd heeft;

b) binnen de termijn van zes maanden volgend op de maand waarin de betalingen definitief uitgeschakeld of verworpen werden, niet om medewerking van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening verzocht heeft om de verschuldigde som in te vorderen.

Afdeling III. — Procedure

Art. 3. De werkloze moet zijn overgang aanvragen door buiten het administratief dossier waarvan sprake in artikel 91, 3°, van het ministerieel besluit, bij de opnemende uitbetalingsinstelling een formulier C8 te onderschrijven.

Art. 4. De opnemende uitbetalingsinstelling bezorgt het formulier C8 aan het gewestelijk bureau :

1° indien de overgang aangevraagd wordt ter gelegenheid van een uitkeringsaanvraag, binnen de termijnen gesteld in artikel 93, §§ 1 en 2, van het ministerieel besluit, voor de indiening van het administratief dossier;

2° indien de overgang aangevraagd wordt door een vergoede werkloze, uiterlijk de laatste dag van de maand welke aan die waarvoor de overgang aangevraagd wordt, voorafgaat;

3° indien de overgang aangevraagd wordt door een vergoede werkloze die een deeltijdse arbeidsregeling heeft aanvaard om aan de werkloosheid te ontsnappen en die werkloosheidsuitkeringen ontvangt voor de uren waarop gewoonlijk niet gewerkt wordt overeenkomstig artikel 171octies, § 1, eerste lid, 1°, b, van het koninklijk besluit, uiterlijk de laatste dag van de maand welke aan die waarvoor de overgang aangevraagd wordt, voorafgaat;

4° indien de overgang aangevraagd wordt door een vergoede volledig werkloze in het geval bedoeld in artikel 91, 4°, van het ministerieel besluit, binnen de termijnen gesteld in artikel 93, §§ 1 en 2 van het ministerieel besluit voor de indiening van het administratief dossier.

Art. 5. Binnen een termijn van drie werkdagen na de ontvangst van het formulier C8 maakt het gewestelijk bureau dat stuk overaan de afgevendende uitbetalingsinstelling, die op de keerzijde aangeeft of, gelet op de definitieve resultaten van de verificatie die door het gewestelijk bureau betekend werden, de betrokkene al dan niet tegenover haar schuldenaar is; zo ja, geeft zij de datum aan waarop zij, hetzij van de werkloze de betaling van zijn schuld gevorderd heeft, hetzij om de medewerking van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening verzocht heeft.

Binnen een termijn van acht werkdagen, nadat de afgevendende uitbetalingsinstelling het formulier C8 ontvangen heeft, zendt zij dat stuk behoorlijk ingevuld aan het gewestelijk bureau terug; indien zij aan de verplichting niet voldoet, wordt de overgang door het gewestelijk bureau ambtshalve toegestaan.

Afdeling IV. — Uitwerking

Art. 6. Een toegestane overgang heeft uitwerking :

1° de dag die vermeld staat op de uitkeringsaanvraag indien de overgang wordt aangevraagd ter gelegenheid van een eerste werkloosheidsdag van de maand;

2° de eerste dag van de volgende maand indien de overgang niet wordt aangevraagd ter gelegenheid van een eerste werkloosheidsdag van de maand of indien ze wordt aangevraagd door een vergoede werkloze bedoeld in artikel 4, 2° en 3°.

3^o le jour mentionné sur le dossier administratif, lorsque le transfert est demandé par un chômeur complet indemnisé visé à l'article 4, 4^o.

Toutefois, si la demande de transfert est introduite au bureau régional en dehors du délai fixé par l'article 4, le transfert n'est autorisé qu'à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel le document C8 a été introduit au bureau régional.

Art. 7. Lorsque le transfert est accepté, le bureau régional en informe l'organisme de paiement cédant et l'organisme de paiement prenant au moyen de la carte d'allocations visée à l'article 175 de l'arrêté royal.

Il notifie à l'organisme de paiement cédant qu'il n'est plus autorisé à payer le chômeur à partir du jour où le transfert est autorisé.

Il notifie à l'organisme de paiement prenant qu'il est autorisé à payer le chômeur à partir de cette même date.

Toutefois, si, au moment du transfert, le droit aux allocations de chômage est limité, refusé ou suspendu, le bureau régional l'indique sur la carte d'allocations ainsi que la date à laquelle le droit est éventuellement ouvert à nouveau.

Les cartes d'allocations doivent être envoyées aux organismes de paiement dans le délai fixé par l'article 191 de l'arrêté royal.

Art. 8. Lorsque le transfert est refusé, le bureau régional en informe l'organisme de paiement prenant en lui renvoyant le document C8 sur lequel il aura indiqué le motif du refus.

Section V. — Dispositions finales

Art. 9. L'instruction réglementaire n^o 1 du 13 janvier 1987, prise en exécution de l'article 179 de l'arrêté royal, est abrogée.

Art. 10. La présente instruction réglementaire entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 août 1989.

L'administrateur général,
M. André.

Le Président,
M. Stroobant.

Vu et approuvé,
Le Ministre,
L. Van den Brande.

Adaptation au 1^{er} septembre 1989 du montant de la rémunération normale prise en considération pour l'application de la législation relative au congé-éducation payé, à l'indice des salaires conventionnels pour employés (arrêté royal du 23 juillet 1985, art. 16)

Etant donné que l'indice des salaires conventionnels pour employés s'élevait à 190,0 pour le deuxième trimestre 1985 et ramené pour le deuxième trimestre 1989 à 105,8 points, le montant de la rémunération normale prise en considération pour l'application de la législation relative au congé-éducation payé sera adapté au 1^{er} septembre 1989 selon la formule suivante :
montant en vigueur au 1^{er} septembre 1985 ×
 $\frac{206,0}{190,0}$ (= 105,8 : 0,51362 coefficient de conversion).

En conséquence, au 1^{er} septembre 1989, le montant de 52 000 F prévu à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 — octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs — du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales est fixé à 57 000 F.

3^o de dag die vermeld staat op het administratief dossier indien de overgang wordt aangevraagd door een vergoede volledig werkloze bedoeld in artikel 4, 4^o.

Zo de aanvraag tot overgang bij het gewestelijk bureau ingediend wordt buiten de bij artikel 4 gestelde termijn, wordt de overgang slechts toegestaan vanaf de eerste dag van de maand volgend op die tijdens welke het formulier C8 bij het gewestelijk bureau ingediend werd.

Art. 7. Wanneer de overgang toegestaan wordt, deelt het gewestelijk bureau dit aan de afgeevende uitbetalingsinstelling en aan de opnemende uitbetalingsinstelling mede bij middel van de uitkeringskaart bedoeld in artikel 175 van het koninklijk besluit.

Het stelt er de afgeevende uitbetalingsinstelling van in kennis dat zij niet meer gemachtigd is de werkloze te betalen vanaf de dag waarop de overgang werd toegestaan.

Het laat aan de opnemende uitbetalingsinstelling weten dat zij de werkloze vanaf diezelfde datum mag betalen.

Indien echter het recht op werkloosheidsuitkering op het ogenblik van de overgang beperkt, ontzegt of geschorst is, maakt het gewestelijk bureau daarvan melding op de uitkeringskaart, waarop het tevens aangeeft op welke datum het recht opnieuw ingaat.

De uitkeringskaarten moeten naar de uitbetalingsinstelling verzonden worden binnen de in artikel 191 van het koninklijk besluit bedoelde termijn.

Art. 8. Indien de overgang niet ingewilligd wordt, deelt het gewestelijk bureau dat aan de opnemende uitbetalingsinstelling mede door terugzending van het formulier C8, waarop het de reden van de weigering vermeldt.

Afdeling V. — Slotbepalingen

Art. 9. De reglementaire onderrichting nr. 1 van 13 januari 1987, genomen in uitvoering van artikel 179 van het koninklijk besluit, wordt opgeheven.

Art. 10. Deze reglementaire onderrichting treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 4 augustus 1989.

De administrateur generaal,
M. André.

De Voorzitter,
M. Stroobant.

Gezien en goedgekeurd,
De Minister,
L. Van den Brande.

Aanpassing op 1 september 1989 van het bedrag van het normale loon dat in aanmerking komt voor de toepassing van de wetgeving inzake betaald educatief verlof, aan het indexcijfer van de conventionele lonen van bedienden (koninklijk besluit van 23 juli 1985, art. 16)

Gezien het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden voor het tweede trimester 1985 was vastgesteld op 190,0 en voor het tweede trimester 1989 teruggebracht op 105,8 punten, wordt het bedrag van het normale loon dat voor de toepassing van de wetgeving inzake betaald educatief verlof in aanmerking komt, op 1 september 1989 aangepast volgens de volgende formule :
het bedrag dat op 1 september 1985 van toepassing was ×
 $\frac{206,0}{190,0}$ (= 105,8 : 0,51362 omrekeningscoëfficiënt).

Bijgevolg wordt op 1 september 1989 het bedrag van 52 000 F voorzien in artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 ter uitvoering van afdeling 6 — toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers — van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, vastgesteld op 57 000 F.